



VISION POUR DEMAIN

PROJET PRÉSIDENTIEL DU CANDIDAT DU FFS, YUCEF AOUCHICHE



#AOUCHICHE2024

TABLE DES MATIÈRES

POLITIQUE ET INSTITUTIONS	7
DÉCENTRALISATION ET DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE	9
POLITIQUE SOCIALE	12
ÉCONOMIE	17
AGRICULTURE	22
INDUSTRIE	26
SECTEUR DU TRANSPORT	30
ÉDUCATION ET RECHERCHE	31
CULTURE ET IDENTITÉ	33
PATRIMOINE ET ARTISANAT	35
JEUNESSE ET SPORTS	35
ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES	38
SANTÉ PUBLIQUE	39
ÉCOLOGIE ET ENVIRONNEMENT	42
SÉCURITÉ NATIONALE	45
AFFAIRES ÉTRANGÈRES	47

DU PARTI

Fondé par des acteurs du mouvement national et de la guerre de libération, dont le moudjahid Hocine Aït Ahmed, le Front des forces socialistes (FFS) est enraciné dans la glorieuse histoire de notre pays. Nos fondements idéologiques puisent leurs origines dans les textes fondateurs de l'Etat algérien, notamment la Proclamation du 1er novembre 1954 et la Plateforme du Congrès de la Soummam du 20 août 1956.

Le FFS s'inscrit dans la construction de la lutte en faveur d'un changement politique pacifique, ordonné et graduel qui sera fondé sur les principes de l'Etat de droit, de la souveraineté nationale, des libertés démocratiques et de la justice sociale. Ces principes inaliénables sont au cœur de notre action politique depuis plus de 60 ans.

Le FFS est une force d'opposition et de proposition qui aspire à l'exercice du pouvoir pour appliquer son programme au profit de la société toute entière. Par ses initiatives, analyses et propositions, il a participé à l'éveil politique de la société et joué un rôle central dans les luttes des Algériennes et des Algériens en faveur de leurs droits.

Le FFS milite pour la mise en place d'une démocratie représentative et citoyenne ancrée dans la recherche du consensus autour du bien commun. Cela passe par un engagement permanent en faveur des droits de la personne humaine, qui intègrent aussi bien les droits politiques, économiques, sociaux et culturels. Pour sortir de l'impasse actuelle et ouvrir de nouvelles perspectives au pays, le FFS œuvre pour un consensus national sur les questions fondamentales et essentielles, qui pourraient être centrées autour d'un pacte politique, économique et social garantissant la démocratie, la citoyenneté, le progrès et la justice sociale.

Pour le FFS, les composants identitaires que sont l'islam, l'arabité et l'amazighité constituent le ciment autour duquel s'est forgée la nation algérienne. Aucun d'eux ne peut se dissocier des autres. Ils constituent notre socle identitaire dynamique, notre algérianité. La référence à ces valeurs communes est le garant de l'unité nationale dans le cadre d'un Etat de droit, moderne et égalitaire.

DE NOTRE PARTICIPATION

Fidèle à son éthique politique et conscient de sa responsabilité historique en ce moment crucial, où se joue le destin de notre patrie, le FFS place sa participation sur un plan politique et stratégique. Elle est motivée par une profonde conviction que la conjoncture actuelle et les multiples défis auxquels fait face notre pays, nécessitent des réponses fermes et collectives et un projet de société en mesure de ressusciter l'espoir et donner un sens à la formidable mobilisation populaire du 22 février 2019. Le FFS estime que les réponses politiques et institutionnelles apportées par le pouvoir n'ont pas été à la hauteur de ce formidable élan populaire patriotique.

Partant de ce postulat, le FFS considère que les prochaines élections présidentielles du 07 septembre 2024 peuvent constituer l'occasion d'une remobilisation politique pour la reconquête des espaces démocratiques et offrir une opportunité politique à l'ensemble de nos concitoyens, notamment les élites patriotiques, de sortir de leur passivité et d'agir pour éviter au pays de sombrer dans l'immobilisme et le statu quo. Le FFS compte se saisir également de cette échéance politique, pour porter avec détermination la voix du changement et de l'espoir. Dans ce sens, notre participation obéit à trois objectifs principaux :

- Préserver l'Etat-Nation : renforcer les institutions de la République et faire barrage à ceux qui veulent porter atteinte au pays, à son unité, à sa souveraineté et à sa stabilité, dans un contexte mondial et régional imprévisible et menaçant ;
- Réhabiliter le politique et la politique : relancer le débat public, la confrontation saine des idées et des projets, mais aussi susciter l'implication effective de tous nos concitoyens ;
- Faire émerger un puissant pôle politique patriotique, progressiste, démocratique et social : ce sera autour d'un projet de refondation des bases institutionnelles, politiques, économiques, sociales et culturelles du pays.

DE LA DÉMARCHÉ

Conscient des enjeux et des défis que notre pays doit relever, le FFS a choisi d'élargir son cercle de réflexion dans l'élaboration de son projet présidentiel, en associant à ses cadres, des experts nationaux reconnus dans leurs domaines et des membres actifs de la société civile.

Cette approche dans la confection de notre programme électoral a été motivée par la volonté du candidat du FFS de travailler sur un projet sérieux dont l'objectif est de construire une économie nationale diversifiée et créatrice de richesses, mettant ainsi définitivement notre pays à l'abri des chocs extérieurs. Il est aussi question de traduire concrètement, à travers des propositions et des mesures claires, novatrices et audacieuses, les aspirations communes du peuple algérien en ce qui concerne l'instauration d'un Etat de droit, démocratique et social.

Cette méthode de délibération citoyenne consensuelle sera reproduite à l'échelle du gouvernement si les électeurs placeront leur pleine confiance dans le candidat du FFS et son projet. Nous croyons profondément qu'aucun parti politique, ni aucune institution, ne peut sortir seul l'Algérie de sa crise multidimensionnelle. C'est pourquoi, nous appellerons à la construction d'un front national pour le développement économique et social. Cette entité réunira toutes les compétences nationales et organisera des états généraux de tous les secteurs pour former des comités stratégiques regroupant l'ensemble des acteurs, avec la finalité de réaliser des diagnostics et d'élaborer des stratégies de développement sur 30 ans.

AXES DU PROGRAMME VISION

POLITIQUE ET INSTITUTIONS

RÉFORME DE LA VIE POLITIQUE

Le candidat du FFS s'engage à adopter des réformes politiques profondes à travers un processus consensuel constituant, visant à instaurer un système politique véritablement démocratique et ouvert. Il s'agit de jeter enfin les bases d'un véritable Etat de droit, respectueux de la justice, des libertés individuelles et collectives, ainsi que de la bonne gouvernance à tous les niveaux de responsabilité. Cela inclut la réorganisation des pouvoirs pour garantir une séparation claire entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire ; la promotion de la transparence et de l'intégrité dans la gestion des affaires publiques ; ainsi que l'établissement de mécanismes solides de contrôle pour prévenir la corruption et les abus de pouvoir. En outre, ces réformes visent à renforcer la participation citoyenne :

- Décréter une grâce présidentielle en faveur des détenus d'opinion et politique ;
- Amender les lois cadres relatives aux libertés et à l'animation de la vie politique et publique notamment la loi organique relative aux élections, la loi organique relative aux partis politiques, loi organique relative à l'information, loi sur les syndicats, loi sur les associations, etc. ;
- Tenir des élections générales anticipées durant le premier semestre 2025 ;
- Réorganiser les pouvoir législatif, exécutif et judiciaire en consacrant de manière effective le principe de la séparation et en définissant précisément les compétences de chaque pouvoir ;
- Réformer le système politique en adoptant un système semi-présidentiel avec une orientation plus parlementaire ;
- Faire du Conseil de la nation une institution pleinement représentative des collectivités locales en supprimant la nomination du tiers présidentiel ;

- Donner des prérogatives élargies au parlement en matière de constitution de commissions d'enquêtes et d'audition publique des personnes citées ;
- Accorder des aides financières aux partis politiques selon le nombre de voix obtenues et leurs taux de représentation dans les différentes assemblées élues locales et nationales ;
- Réformer l'Autorité nationale indépendante des élections pour la rendre plus indépendante ;
- Assurer l'égalité et l'équité entre les partis politiques dans l'accès aux médias et la couverture médiatique en modifiant radicalement la loi organique sur les partis ;
- Ouvrir les champs politique et médiatique, et lever toutes les restrictions sur les droits d'association et d'organisation en instaurant effectivement un système de déclaration ;
- Réhabiliter les libertés d'expression et d'opinion en abrogeant l'article 87-bis et toutes les lois restrictives des libertés ;
- Réaffirmer le caractère exceptionnel de la détention provisoire ;
- Reconnaître le statut de chahid aux victimes de 1945 et de 1963.

POUR UNE JUSTICE INDÉPENDANTE

L'engagement du candidat du FFS en faveur d'une réforme profonde de la justice repose sur la nécessité de restaurer la confiance dans les institutions judiciaires et d'assurer une véritable indépendance de la Justice dans toutes les juridictions du pays. Il ambitionne de moderniser les structures existantes et de garantir une justice équitable, transparente et accessible à tous les citoyens.

Les mesures envisagées comprennent la révision des processus de nomination et de désignation des magistrats, l'élargissement des compétences des grandes institutions judiciaires nationales et la mise en place de mécanismes de contrôle efficaces.

En favorisant l'émergence d'un système judiciaire indépendant, ces réformes contribueront à la consécration de l'Etat de droit et à la protection des droits et libertés fondamentales des citoyens :

- **Réformer la Cour constitutionnelle :**
 - Élargir aux groupes parlementaires la possibilité de saisine d'office de la Cour constitutionnelle ;
 - Étendre le pouvoir de nomination des membres et revoir la composante de la Cour ;
 - Faire élire le président de la Cour par et parmi ses pairs. Il doit être obligatoirement un spécialiste reconnu du droit ;
- **Réformer le Conseil supérieur de la magistrature :**
 - Revoir la méthode de désignation des membres du Conseil en les faisant élire par des magistrats du siège. La présidence doit revenir au juge le plus haut gradé, élu par ses pairs et non nommé par l'exécutif ;
 - Élargir les compétences du Conseil pour en faire une instance indépendante supervisant la carrière des magistrats et transférant la compétence de nomination aux postes judiciaires de haut niveau (présidents de Tribunaux et présidents de Cours) au Conseil au lieu de l'exécutif ;
- **Former les juges :**
 - L'accès à l'école nationale de la magistrature réservée aux bacheliers ayant une mention très bien et plus ;
 - Doter la Cour des comptes de mécanismes légaux lui permettant de saisir la justice compétente dans le cadre de son travail de contrôle.

DÉCENTRALISATION ET DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

TERRITORIALISATION ÉCONOMIQUE

L'Algérie, riche de la diversité et de l'immensité de son territoire, a besoin d'une approche de développement, décentralisée, plus équitable et adaptée aux réalités locales. Le modèle centralisé actuel a montré ses limites en exacerbant les disparités régionales, avec un découpage administratif inapproprié et une centralisation excessive des politiques économiques, menant à une inefficacité dans l'utilisation des ressources. Pour y remédier, le FFS propose la création de grands pôles

économiques localisés, prenant en compte les spécificités économiques, sociales et géographiques de chaque région. Ces réformes permettront un développement harmonieux et durable.

L'objectif de cette territorialisation consiste à encourager la compétitivité et l'initiative locales à travers le soutien aux regroupements territoriaux autour de projets communs et la mise en place d'une compétition économique loyale entre les régions pour attirer les investisseurs et leur permettre de générer leurs propres ressources, indépendamment des recettes de l'Etat. Cela passe par :

- Réformer nos institutions locales en intégrant le concept de « collectivités territoriales » ;
- Créer des institutions de coordination et de veille, notamment un ministère d'Etat chargé de la coordination entre les pôles, pour garantir une cohésion nationale dans le développement régional ;
- Instaurer un partenariat Etat-collectivités locales équilibré, abandonnant le modèle de tutelle pour un accompagnement constructif et respectueux des compétences locales.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Bien que l'Etat ait consenti des efforts pour le développement local, des obstacles économiques et institutionnels entravent la mise en place d'une véritable stratégie de développement. Les décisions importantes sont prises par le gouvernement central, limitant leur pertinence locale et les attentes des citoyens. Les principales lacunes identifiées incluent une centralisation excessive, un manque de ressources humaines qualifiées, une insuffisance de financement, des problèmes de coordination entre acteurs et des contrôles administratifs rigides. Dans le but d'y faire face, le FFS transformera les collectivités locales en espaces de délibération citoyenne, de justice sociale, de développement durable et de prospérité économique :

- Faire un nouveau découpage administratif en créant de nouvelles wilayas et communes, suivant des critères démographiques et géographiques ;
- Supprimer la daïra en tant que circonscription administrative de l'Etat ;
- Créer un conseil national des communes, doté d'organes élus. Il assistera les communes dans le management public et la conception de stratégies de développement adaptées ;

- Elaborer un seul code des collectivités locales en donnant plus de prérogatives aux assemblées élues ;
- Donner le statut d'ordonnateur à l'Assemblée populaire de wilaya (APW) ;
- Reconnaître au président de l'Assemblée populaire communale (APC) et au président de l'APW la qualité d'officier de la police judiciaire, avec tous les attributs que cela implique ;
- Doter la commune d'un corps de police communale ;
- Institutionnaliser les comités de villages et les comités de quartiers comme des acteurs du développement local ;
- Renforcer les ressources humaines communales en assurant une formation obligatoire en management public, marketing territorial, code des marchés publics et entrepreneuriat pour le personnel communal ;
- Instaurer une gouvernance locale participative en permettant aux citoyens de s'impliquer dans la définition et la mise en œuvre des projets de développement local.

ÉLIMINER LES DISPARITÉS RÉGIONALES

Conformément à l'article 9 de la Constitution, l'élimination des disparités régionales est une option stratégique essentielle pour garantir l'équilibre régional au niveau national.

Dans cette optique, le candidat du FFS considère qu'il est nécessaire de :

- Créer un fonds de développement des zones rurales et montagneuses;
- Adopter une loi organique cadre pour définir le contenu de l'équilibre régional et sa consistance dans le cadre du développement rural et de la territorialité envers les communes ;
- Associer le Conseil économique, social et environnemental (CNESE) dans la décentralisation de son organisation au niveau local pour en faire un partenaire des collectivités locales ;
- Installer l'Agence nationale de l'attractivité et de l'aménagement du territoire (ANAAT) au niveau local.

NOUVEAU PACTE AVEC LA DIASPORA

La diaspora algérienne est une partie intégrante de la communauté nationale. Le FFS, jaloux d’impliquer l’ensemble des Algériennes et des Algériens dans la révolution démocratique qu’il veut insuffler au pays, assure prendre à bras-le-corps toutes les préoccupations de nos concitoyens établis à l’étranger. Nous voulons non seulement renforcer leurs liens sociaux avec la terre de leurs aïeux, mais aussi faciliter leurs engagements politiques civiques et économiques en faveur du développement de l’Algérie à travers:

- Créer un secrétariat d’Etat chargé de la Communauté nationale établie à l’étranger ;
- Généraliser la digitalisation de l’ensemble des services consulaires ;
- Créer des guichets dans les consulats algériens dédiés exclusivement au soutien et à l’accompagnement personnalisé de nos ressortissants qui souhaitent investir en Algérie ;
- Promouvoir la participation politique de la diaspora en facilitant l’inscription sur les listes électorales et le vote à distance (par poste et par voie électronique) ;
- Ouvrir plus de centres culturels algériens dans les grandes villes partout dans le monde ;
- Créer un fonds de solidarité pour soutenir les membres de la diaspora en difficulté notamment en cas de crise ou de catastrophe naturelle dans le pays de résidence.

POLITIQUE SOCIALE

REVALORISATION DU POUVOIR D’ACHAT

La question du coût de la vie est un sujet brûlant pour les Algériens, non seulement pour les classes populaires mais aussi pour la classe moyenne qui a tendance à disparaître ces dernières années. Les hausses significatives des prix des produits de grande consommation, de l’immobilier, des matériaux de construction et des véhicules ont mis en avant la problématique de l’érosion du pouvoir d’achat. Malgré les mesures prises pour soutenir les ménages, les défis liés à l’inflation,

au chômage et aux distorsions dans la répartition fonctionnelle des revenus persistent. Pour améliorer durablement le pouvoir d'achat, il y a lieu d'implémenter des réformes économiques structurelles, de diversifier l'économie, de créer plus d'emplois et de stabiliser les prix. Ces actions peuvent non seulement renforcer le pouvoir d'achat des citoyens, mais aussi favoriser un développement économique plus inclusif et équilibré :

- Augmenter le SNMG (salaire national minimum garanti) à 40 000 DA ;
- Indexer les salaires sur l'inflation ;
- Suspendre l'impôt sur le revenu global (IRG) sur les salaires inférieurs à 50 000 DA ;
- Plafonner les prix des produits alimentaires de première nécessité ;
- Bloquer les prix exceptionnellement lorsque le gouvernement le juge nécessaire ;
- Réaménager le système d'imposition en élargissant la base d'imposition et en renforçant les capacités de recouvrement de l'Etat ;
- Soutenir la production locale de biens de consommation pour réduire la dépendance aux importations et les fluctuations des prix ;
- Mettre en place un plan de planification de la production agricole nationale et durcir les mesures de lutte contre la spéculation ;
- Créer des programmes d'emplois à temps partiel destinés aux jeunes et aux femmes, ce qui peut augmenter les revenus disponibles du foyer ;
- Renforcer le rôle et les pouvoirs des associations des consommateurs.

CONSOLIDATION DE LA PROTECTION SOCIALE

La protection sociale est au cœur de notre vision pour un Etat démocratique et social. Cela passe forcément par offrir aux Algériennes et aux Algériens la garantie de pouvoir accéder à des prestations et des services sociaux de qualité, gratuits et équitables. Dans ce sens, le candidat du FFS s'engage à :

- Instituer un revenu minimum universel à 50% du SNMG ;
- Revaloriser les allocations familiales à 3 000 DA par enfant ;
- Rétablir la retraite proportionnelle ;

- Mener une profonde réforme du système des retraites ;
- Revoir le système des remboursements médicaux pour l'élargir à d'autres prestations de soins ;
- Reconnaître une nouvelle liste de maladies professionnelles.

LUTTE CONTRE L'INFLATION

L'inflation en Algérie est un phénomène multifactoriel qui trouve ses origines dans une combinaison de facteurs économiques. Lutter contre ce phénomène nécessite donc une approche multiforme combinant des politiques monétaires, fiscales et structurelles :

- Encourager l'épargne des ménages avec un taux d'intérêt motivant ;
- Mener des actions structurelles pour renforcer l'efficacité des réseaux de distributions dont les dysfonctionnements entretiennent des tensions sur les prix ;
- Vendre des titres sur le marché ouvert : la Banque d'Algérie peut vendre des titres sur le marché ouvert pour absorber la monnaie en circulation, ce qui peut également aider à réduire l'inflation ;
- Renforcer la lutte contre les monopoles et les spéculations, et durcir les mesures punitives ;
- Prendre des mesures pour améliorer la distribution, telles que la création de grands marchés de gros (est, ouest, centre et sud). Ces marchés seront gérés par des entreprises spécialisées dotées d'espaces de stockages et se chargent de gérer l'offre de produits sur le marché national ;
- Promouvoir l'éducation financière pour aider les citoyens à mieux comprendre et gérer leurs finances personnelles.

REDYNAMISATION DE LA POLITIQUE D'EMPLOI

Le chômage représente un défi majeur pour le développement économique et social du pays. Entre 2010 et 2020, le taux de chômage a atteint deux pics à environ 14 % en 2018, 2020 et 2021. Selon les estimations du Fonds monétaire international, ce taux devrait augmenter pour atteindre environ 19 % d'ici 2026. Les jeunes, les diplômés universitaires et les femmes sont les plus touchés, reflétant

des déséquilibres structurels et des inadéquations entre l'offre et la demande de travail. Les politiques d'emploi, historiquement centralisées et uniformes, ont montré leurs limites face à la diversité économique, géographique et sociale des régions. Une nouvelle approche sur l'emploi est requise :

- Réaliser une étude détaillée pour identifier et cartographier les différents bassins d'emploi en Algérie, en tenant compte des spécificités économiques, des ressources disponibles et des besoins de chaque région ;
- Définir des priorités régionales et guider les investissements ainsi que les initiatives de développement en fonction du potentiel économique et des besoins en compétences de chaque région (créer des pôles spécialisés d'activités dans chaque grande région) ;
- Impliquer les autorités locales pour jouer un rôle clé dans la mise en œuvre des politiques d'emploi, en coordonnant les efforts entre les différents acteurs et en veillant à ce que les initiatives répondent aux besoins locaux ;
- Adapter les formations professionnelles et universitaires aux besoins d'emploi locaux en créant des programmes éducatifs spécifiques à chaque région ;
- Équilibrer la formation et les besoins économiques car de nombreux diplômés possèdent des compétences non alignées avec les besoins réels du marché du travail ;
- Encourager les stages et apprentissages pratiques au sein des entreprises, en offrant à celles-ci des incitations fiscales, ce qui permettra aux étudiants d'acquérir une expérience pratique et de mieux s'intégrer sur le marché du travail ;
- Renforcer le tissu industriel national en encourageant la relocalisation et la co-localisation d'entreprises étrangères.

LOGEMENT ET AMÉNAGEMENT URBAIN

Une politique d'aménagement urbain efficace est essentielle pour assurer un développement harmonieux et durable des villes et des régions. Cette politique englobe la planification, la conception et la régulation de l'utilisation des sols et des infrastructures dans le but d'améliorer la qualité de vie des habitants. En Algérie, l'aménagement urbain est confronté à des défis majeurs tels que la croissance

démographique rapide, l'exode rural et une urbanisation souvent désordonnée. La question du logement est également cruciale, avec une demande croissante et des conditions de vie précaires pour une partie significative de la population. À ce propos, le candidat du FFS a décidé de :

- Créer quatre villes pilotes intelligentes et interconnectées, au nord, au sud, à l'est et à l'ouest du pays ;
- Mettre à jour et renforcer les plans directeurs d'aménagement du territoire pour chaque ville en tenant compte des besoins actuels et futurs ;
- Investir dans les infrastructures de transport public pour améliorer la mobilité urbaine et réduire la congestion routière ;
- Réaliser des études pour chaque ville afin de définir un plan d'extension à 30 ans avec des directives strictes sur l'occupation des sols ;
- Créer des identités urbaines distinctives à travers un style architectural spécifique ;
- Doter les villes d'espaces de loisirs et maintenir des parcs et espaces verts pour améliorer la qualité de vie urbaine ;
- Adaptez l'urbanisme et les logements afin qu'ils soient accessibles aux personnes à mobilité réduite ;
- Aménagement des quartiers informels et leurs régularisation;
- Lancer des programmes de rénovation urbaine ;
- Confier la gestion et l'entretien des logements sociaux aux APC ;
- Prévoir la possibilité de réattribution de logements sociaux en fonction de l'évolution des besoins familiaux ;
- Augmenter la valeur de l'aide à l'habitat rural à 2 millions DA ;
- Interdire la construction de nouveaux bâtiments dans les villages ruraux pour préserver leur identité patrimoniale ;
- Créer une police d'urbanisme avec des prérogatives étendues pour lutter contre les constructions illicites et la détérioration des terres publiques.

ÉCONOMIE

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Notre économie repose principalement sur l'exploitation et l'exportation des hydrocarbures, représentant une part écrasante de ses revenus. Le secteur pétrolier et gazier a représenté 19% du produit intérieur brut (PIB), 93% des exportations de marchandises et 38% des recettes budgétaires entre 2016 et 2021. Cette dépendance excessive constitue une source de fragilité économique pour le pays. Une croissance durable et équilibrée passe par une diversification de l'économie. Afin de réduire la vulnérabilité de l'économie nationale face aux chocs externes et d'assurer une croissance durable, le FFS s'engage à adopter une approche intégrée et multidimensionnelle impliquant des réformes structurelles et des investissements stratégiques. Notre objectif est de substituer l'économie actuelle basée sur la rente par une économie fondée plutôt sur la production, favorisant l'innovation et l'entrepreneuriat. Dans cette optique le candidat du FFS prévoit :

- Développer des chaînes de valeur locales et des industries de substitutions pour réduire la dépendance aux importations et augmenter ainsi le taux d'intégration industrielle ;
- Opter pour une valorisation des produits miniers par le développement d'une industrie de transformation ;
- Renforcer l'écosystème actuel des startups par la création d'une banque nationale spécialisée dans le financement des startups et micro-entreprises ;
- Développer l'économie de la connaissance qui va permettre la diversification économique en apportant de nouvelles perspectives, en favorisant l'innovation et en stimulant le développement de secteurs plus diversifiés ;
- Encourager la labélisation des produits du terroir et leurs promotions sur les marchés locaux et internationaux ;
- Développer le secteur de l'industrie, notamment les filières industrielles à haute valeur ajoutée, l'industrie de substitution et l'industrie de transformation ;
- Moderniser le secteur de l'agriculture et encourager l'agriculture à l'échelle industrielle ;

- Renforcer l'Institut national de la normalisation dans le cadre de ses missions de l'élaboration des exigences normatives et de l'harmonisation des activités d'accréditation.

AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

L'Algérie fait face à des défis significatifs en matière de climat des affaires, impactant la compétitivité de son économie et entravant le développement du secteur privé. Le classement Doing Business 2021 de la Banque mondiale place l'Algérie à la 157e position sur 190 pays, avec des classements préoccupants pour la protection des investisseurs, la liberté de commerce, le poids de la fiscalité, la bureaucratie et la création d'entreprise. Les procédures administratives sont souvent complexes, bureaucratiques et sujettes à beaucoup de lenteurs. Des mesures urgentes sont nécessaires pour pallier cette situation et attirer les investissements étrangers et promouvoir la compétitivité économique du pays :

- Réorganiser les entreprises publiques économiques pour améliorer leur efficacité, leur management et leur performance technologique ;
- Accélérer le processus de numérisation des services administratifs ;
- Alléger les procédures de création d'entreprises ;
- Garantir la stabilité du code d'investissement ;
- Dépenaliser l'acte de gestion pour encourager l'entrepreneuriat ;
- Renforcer les mécanismes de lutte contre la corruption ;
- Veiller à la transparence dans l'attribution des marchés publics et dans les transactions commerciales ;
- Créer des clusters et des zones économiques spéciales pour favoriser l'innovation et la collaboration entre entreprises.

AUGMENTATION DES EXPORTATIONS

Bien que l'Algérie ait réussi à augmenter le volume de ses exportations hors hydrocarbures les portant à 7 milliards de dollars américains selon le gouvernement (un peu plus de 5 milliards selon la Banque d'Algérie pour l'année 2023), ce chiffre est loin des potentialités économiques dont regorge notre pays, notamment avec l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine. Avec ses

capacités productives en termes de qualité et de prix concurrentiels, l'Algérie sous notre gouvernance est en mesure d'atteindre 40 milliards de dollars à l'horizon 2030. Pour ce faire, le candidat du FFS compte sur cette série de mesures :

- Améliorer le rôle de la diplomatie économique pour faire connaître le potentiel économique algérien ;
- Créer des représentations des Chambres de commerce dans les pays cibles ;
- Accélérer le déploiement des banques algériennes à l'étranger ;
- Renforcer le rôle de l'ALGEX par la mise en place d'une approche de veille stratégique et d'un système d'information sur les marchés cibles, ce qui va permettre de collecter les informations sur ces marchés, de traiter l'information et sa mise à disposition au profit des entreprises nationales et d'anticiper l'évolution des marchés cibles pour pouvoir s'adapter ;
- Planifier la production, notamment agricole et réserver des espaces pour l'exportation, ce qui va permettre de produire selon les normes des marchés ciblés et d'être en mesure de garantir les quantités demandées ;
- Encourager l'industrie dédiée à l'exportation par des incitations fiscales ;
- Organiser des formations pour la maîtrise des normes des marchés ciblés et la certification ISO ;
- Encourager les entreprises publiques et privées ayant acquis une certaine expérience à pénétrer les marchés africains et étrangers en général ;
- Reconquérir le marché du transport maritime par l'acquisition de nouveaux navires de marchandises ;
- Renforcer la flotte aérienne nationale par des avions-cargos pour soutenir l'exportation.

MODERNISATION DU SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER

La réforme du système bancaire et financier algérien doit être absolument renforcée et consolidée à travers la réhabilitation des missions fondamentales et régaliennes de la Banque d'Algérie, qui devrait jouir de sa pleine indépendance vis-à-vis des pouvoirs exécutif et politique. Elle doit veiller surtout à la stabilité monétaire et des prix à la consommation pour endiguer toute inflation préjudiciable aux équilibres macro-économiques et au pouvoir d'achat. Par ailleurs, nous voulons

rétablir la confiance en notre système monétaire et revaloriser le dinar qui ne cesse d'être dévalué. Cela passera essentiellement par :

- Réformer la loi monétaire et bancaire 23-09 ;
- Renforcer la rigueur budgétaire en amendant la loi organique 18-15 ;
- Élargir les pouvoirs du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC) pour lui permettre de prendre des décisions plus stratégiques et dynamiques pour le secteur financier ;
- Digitaliser tout le système bancaire et renforcer les systèmes de contrôle et de sécurité contre les cyberattaques et les fraudes en ligne ;
- Promouvoir la transformation numérique des banques pour améliorer l'accès aux services bancaires, automatiser les transactions interbancaires et monétiques, réduire les coûts de transaction et renforcer la transparence ;
- Dynamiser la bourse des valeurs en y introduisant plus d'entreprises et en encourageant à y entrer, les petites et moyennes entreprises (PME), à travers des mesures fiscales visant à diversifier les sources de financement ;
- Créer une banque nationale spécialisée dans la microfinance pour faciliter aux PME et aux startups l'accès aux financements.

LUTTE CONTRE LE MARCHÉ INFORMEL

Le marché informel en Algérie représente une part importante de l'économie, estimée entre 30 % et 50 % du PIB national. Ce secteur est caractérisé par des activités économiques non déclarées, échappant à toute réglementation et taxation par l'Etat. Cette situation génère divers impacts économiques, sociaux et politiques, et pose de nombreux défis entravant le développement du pays.

Pour atténuer ces problèmes, il faut lancer des politiques de formalisation des activités économiques :

- Réduire la complexité des procédures d'enregistrement et de déclaration pour les entreprises et redynamiser les guichets uniques pour faciliter les démarches administratives ;
- Offrir des réductions ou des exonérations fiscales temporaires pour les entreprises régularisées.

CAS DU MARCHÉ DE CHANGE INFORMEL

Le marché de change informel pose de graves menaces à l'économie nationale en termes d'instabilité monétaire, de perte de revenus fiscaux, de concurrence déloyale, d'affaiblissement des institutions financières, de promotion de l'économie souterraine et d'accentuation des inégalités.

Ce « marché noir » est alimenté par diverses restrictions sur les devises, des taux de change non compétitifs et un manque de confiance dans les institutions financières.

La lutte contre ce marché nécessite une combinaison de réformes politiques, de renforcement des institutions financières, de mesures de répression et de contrôle, ainsi que des efforts de sensibilisation :

- Créer des agences de changes officielles au niveau national ;
- Adopter un taux de change plus flexible ou flottant pour mieux refléter l'offre et la demande sur le marché officiel, réduisant ainsi l'écart avec le taux du marché informel ;
- Augmenter l'allocation touristique à 1 000 euros ;
- Intensifier les contrôles et appliquer des sanctions sévères contre les opérateurs du marché informel des devises. Cela peut inclure des amendes, des confiscations de devises et d'autres mesures répressives.

RÔLE RÉGULATEUR DE L'ETAT

Le rôle régulateur de l'Etat est essentiel pour assurer un fonctionnement équilibré et équitable de la société et de l'économie. En intervenant pour corriger les défaillances du marché, protéger les consommateurs et les travailleurs, stabiliser l'économie, réduire les inégalités et promouvoir le développement durable, l'Etat garantit que les intérêts du pays dans son ensemble sont protégés et promus. Cette régulation est fondamentale pour construire une société juste et prospère.

Avec le candidat du FFS au poste de Premier magistrat du pays, l'Etat jouera un rôle renforcé dans la régulation économique et sociale à travers le renforcement de l'indépendance des autorités de régulation existantes et de créer d'autres dans des secteurs non couverts.

AGRICULTURE

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

La souveraineté alimentaire – ou la capacité d’un pays à produire suffisamment de nourriture pour répondre aux besoins de sa population en privilégiant les producteurs locaux et les circuits courts – est d’une importance stratégique pour l’Algérie en raison de sa forte dépendance aux importations alimentaires, des défis climatiques et de la nécessité de renforcer sa sécurité alimentaire. En 2019, selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture), les importations alimentaires de l’Algérie ont atteint environ 8,3 milliards de dollars, contre 7,7 milliards de dollars en 2018, avec environ 75 % des céréales et 70 % des produits laitiers consommés provenant de l’étranger. Cette dépendance expose le pays aux fluctuations des prix et aux perturbations des chaînes d’approvisionnement mondiales.

Pour garantir la souveraineté alimentaire, l’Algérie doit adopter une approche intégrée et multisectorielle, impliquant des politiques agricoles et alimentaires cohérentes, des investissements dans les infrastructures et la recherche agricole, ainsi que la promotion d’une alimentation saine et durable :

- Créer une agence nationale de la sécurité alimentaire ;
- Engager la bataille du blé pour assurer une autosuffisance en la matière d’ici cinq ans ;
- Développer les filières agroalimentaires stratégiques ;
- Augmenter le taux de motorisation et de digitalisation de notre agriculture ;
- Encourager et soutenir l’agriculture de montagne ;
- Stabiliser l’approvisionnement par l’encouragement de la production locale ;
- Créer une banque de semence pour ne plus dépendre des importations des semences ;
- Créer une banque génétique pour préserver les races locales ;
- Investir dans la recherche et le développement dans le secteur de l’agriculture pour améliorer les rendements et réduire la dépendance aux importations ;
- Lutter contre toutes les formes de gaspillage ;

- Mettre en place une cellule de veille sanitaire en relation avec la sécurité sanitaire des aliments;
- Élaborer des cartes agricoles pour programmer les productions et les récoltes selon les besoins du marché, nos modes de consommation, nos saisons et nos fêtes religieuses dont le calendrier recule chaque année de dix jours;
- Encourager l'organisation des paysans et des éleveurs dans des systèmes de coopératives pour permettre une planification de la production agricole et agroalimentaire;
- Créer des labels de compétition entre les territoires locaux et promouvoir le développement et la création de chaînes de valeur des produits agricoles d'origine protégée.
- Créer et renouveler régulièrement des stocks stratégiques en matière de produits alimentaires de large consommation pour prévenir les crises et les pénuries.

PLANIFICATION AGRICOLE

Le candidat du FFS défend la stratégie de la planification agricole. D'abord, il est important d'encourager les agriculteurs à se structurer en coopératives, ce qui permettrait d'améliorer les rendements, d'introduire de nouvelles techniques de production, de planifier la production agricole, d'optimiser les ressources, de renforcer le pouvoir de négociation des agriculteurs et de promouvoir des pratiques agricoles durables. Pour maximiser ces bénéfices, les coopératives doivent être soutenues par des politiques publiques favorables, des programmes de formation et d'assistance technique, et un accès facilité au financement. Ensuite, un système de planification de la production agricole est essentiel pour coordonner les politiques, investissements et actions afin d'optimiser la production, améliorer la qualité des produits, garantir l'accès aux marchés et promouvoir un développement rural durable :

- Mettre en place des mécanismes de coordination interministérielle, de consultation des acteurs et de suivi et évaluation ;
- Adopter des systèmes de cultures extensives dans les zones d'agriculture pluviale ;
- Soutenir financièrement les projets de production agricole à l'échelle industrielle en ce qui concerne les produits sous tension ;

- Encourager l'agriculture vivrière dans les zones rurales ;
- Encourager la production moins consommatrice d'eau ;
- Développer un modèle de production agricole hors subvention ;
- Augmenter les surfaces irriguées, qui s'élèvent actuellement à 1,43 million d'hectares, pour sortir des aléas de la pluviométrie ;
- Mettre en valeur les terres du Grand sud pour l'agriculture.

PRODUCTIONS ANIMALES

Les productions animales occupent une place prépondérante dans notre programme économique. Les crises récurrentes dans ce secteur révèlent des contraintes majeures nécessitant des politiques adaptées, notamment pour couvrir la demande de consommation nationale et maîtriser les prix des produits laitiers et des viandes à un niveau abordable tout au long de l'année. Le candidat du FFS a établi des actions concrètes suite à un diagnostic précis sur les filières, en y apportant des solutions appropriées :

MESURES GLOBALES

- Établir un soutien financier étudié pour garantir la durabilité de la filière laitière ;
- Améliorer les volets alimentaires et la gestion des élevages ;
- Mettre en place des politiques de soutien financier basées sur une connaissance précise des coûts de production ;
- Introduire des cultures fourragères équilibrées en énergie et protéines à moyen terme ;
- Améliorer la génétique du cheptel local pour des populations adaptées aux conditions locales ;
- Mettre en place des stratégies de développement et de conservation pour d'autres espèces animales telles que le dromadaire, la chèvre et le lapin.

POUR LA FILIÈRE AVIAIRE

- Diagnostiquer l'état infectieux des élevages et mettre en œuvre des mesures préventives ;

- Développer des cultures appropriées au secteur localement pour une meilleure autonomie alimentaire ;
- Créer une autonomie génétique en développant des souches de poulets adaptées.

POUR LA FILIÈRE OVINE

- Optimiser la gestion des pâturages et fournir un soutien alimentaire étudié ;
- Réorganiser la filière pour éviter les pratiques spéculatives ;
- Développer et conserver le mouton algérien en améliorant la connaissance de sa physiologie ;
- Mettre en place l'insémination artificielle et d'autres outils techniques pour la préservation de la génétique.

POUR LA FILIÈRE BOVINE

- Améliorer les volets alimentaires et la gestion des élevages ;
- Développer une filière viandeuse bovine locale en important des vaches viandeuses pour une production locale de veaux.

GESTION DU FONCIER AGRICOLE

Le foncier agricole en Algérie est un enjeu fondamental pour le développement durable du secteur agricole, la sécurité alimentaire et le bien-être des populations rurales. Or, ce secteur stratégique fait face à des défis importants, tels que la fragmentation des terres, l'absence de réglementation efficace et les pressions croissantes sur les ressources naturelles.

Le candidat du FFS accorde une grande importance aux mesures visant à améliorer la gestion du foncier agricole :

- Légiférer pour la protection des terres agricoles contre l'érosion dimensionnelle et l'émiettement ;
- Adopter une planification spatiale efficace pour définir les zones agricoles prioritaires ;
- Protéger les terres agricoles de la conversion et promouvoir une utilisation durable des terres ;

- Mettre en œuvre une réforme foncière pour une gestion plus efficace du foncier agricole ;
- Soutenir l'agriculture familiale et les coopératives agricoles.

INDUSTRIE

L'ÉNERGIE ET LES MINES COMME LEVIER DE DÉVELOPPEMENT

Utiliser le secteur des énergies et des mines comme levier pour soutenir et développer les autres secteurs économiques en l'Algérie est l'un des engagements clés du candidat du FFS. Les mesures proposées ci-après, visent à maximiser l'impact positif de ce secteur sur l'économie algérienne, dont il est le vaisseau amiral, en soutenant et en développant les autres secteurs économiques pour une croissance durable et inclusive :

- Créer un fonds souverain alimenté par les revenus du pétrole et du gaz pour investir stratégiquement dans divers secteurs économiques ;
- Assurer une fourniture stable et abordable d'énergie pour soutenir les industries manufacturières, agricoles et des services ;
- Étendre l'accès à l'énergie dans les zones rurales pour stimuler le développement économique local, notamment l'agriculture et l'artisanat ;
- Investir dans les infrastructures énergétiques (pipelines, réseaux électriques, routes) pour bénéficier aux autres secteurs économiques ;
- Développer des projets énergétiques et miniers dans les régions reculées pour créer des infrastructures améliorant l'accès aux marchés et aux services ;
- Créer des emplois indirects dans les services auxiliaires, la logistique et la fourniture de biens et services grâce aux emplois directs dans le secteur des énergies et des mines ;
- Encourager l'adoption de technologies énergétiques avancées, comme les énergies renouvelables, pour soutenir l'innovation dans d'autres secteurs ;
- Soutenir la recherche et le développement dans le secteur des énergies pour favoriser des innovations bénéfiques aux autres secteurs économiques ;

- Utiliser les sous-produits de l'industrie énergétique comme matières premières pour d'autres industries (plastiques, produits chimiques, fertilisants);
- Développer une industrie de transformation des produits miniers pour ajouter de la valeur localement et rejoindre les chaînes de valeur mondiales, stimulant ainsi l'économie nationale.

CONSOLIDATION DE LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

La sécurité énergétique est un grand acquis pour l'Algérie, un pays riche en pétrole et en gaz naturel. Néanmoins, pour garantir une gestion optimale de nos ressources énergétiques à long terme et les diversifier, le candidat du FFS compte adopter immédiatement des mesures stratégiques :

- Investir massivement dans les infrastructures solaires (développer des centrales photovoltaïques et solaires thermiques) ;
- Encourager l'usage des panneaux solaires individuels, et promouvoir leur installation dans les zones rurales et les hauts plateaux ;
- Exploiter l'énergie éolienne (identifier et utiliser les sites à fort potentiel) ;
- Mettre en place des mécanismes financiers pour soutenir les projets d'énergie renouvelable avec des crédits d'impôt et des subventions ;
- Développer des programmes de formation dans le secteur des énergies renouvelables ;
- Investir dans les technologies de stockage pour gérer les intermittences des sources renouvelables comme le solaire et l'éolien ;
- Promouvoir les transports et les véhicules électriques ou roulant à base de GPL.

NOUVELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE

Malgré les efforts de diversification économique, le secteur manufacturier en Algérie demeure sous-développé, avec des infrastructures insuffisantes et un environnement des affaires complexe. Les secteurs agroalimentaires, pharmaceutique et des matériaux de construction montrent un potentiel, mais ils sont limités par divers défis. Les initiatives gouvernementales existent, mais des réformes supplémentaires sont nécessaires pour un développement industriel

durable. Le candidat du FFS envisage une nouvelle politique industrielle axée sur l'expansion et la diversification des industries manufacturières :

- Prioriser l'investissement dans les industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques, électriques, électroniques, agroalimentaires et chimiques ;
- Privilégier ces branches dans l'octroi du foncier industriel et leur concéder les espaces et bâtiments industriels vacants ;
- Compléter les avantages génériques du code des investissements par des avantages spécifiques aux branches prioritaires ;
- Développer et diversifier les activités pétrochimiques pour réaliser plus de valeur ajoutée sur le territoire national (engrais, ammoniac, urée, méthanol, hydrogène vert) ;
- Réduire la dépendance aux importations d'intrants pour les industries prioritaires.

MUTATION INDUSTRIELLE

Le candidat du FFS projette une seconde étape d'industrialisation pour l'Algérie, axée sur des industries plus capitalistiques et utilisant des technologies avancées. Cette mutation industrielle vise à réduire le gap technologique du pays et à aligner son économie avec les tendances mondiales, notamment l'économie numérique et les nouvelles technologies. Pour réussir cette transformation, les secteurs de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur joueront un rôle important.

Dans ce cadre, il faut :

- Encourager les entreprises à investir dans des technologies de pointe pour moderniser les processus de production et accroître l'efficacité de la transformation des matières premières ;
- Mettre en place des programmes de formation et de qualification pour doter la main-d'œuvre des compétences nécessaires à l'industrie de transformation, notamment en matière de gestion, d'ingénierie et de technologie ;
- Offrir des incitations fiscales et financières aux entreprises investissant dans la recherche et le développement de nouveaux produits et procédés innovants ;
- Organiser des états généraux de l'industrie pour mettre en place des comités

stratégiques de filières, réunissant les professionnels du secteur, les organisations syndicales et les pouvoirs publics, afin de faciliter les échanges et renforcer la compétitivité des différentes filières ;

- Promouvoir et soutenir la sous-traitance pour améliorer le taux d'intégration du secteur industriel national, favoriser le développement technologique, faciliter la substitution aux importations et améliorer la performance du tissu industriel national ;
- Développer l'industrie de l'automobile pour entraîner les autres filières et renforcer l'ensemble du secteur industriel ;
- Adapter le mode organisationnel des entreprises publiques aux exigences économiques de rentabilité et de compétitivité, en les dotant de moyens adéquats pour évoluer vers un management de qualité.

INDUSTRIE DU TOURISME

Le secteur du tourisme en Algérie possède un potentiel considérable grâce à sa diversité culturelle, ses richesses naturelles et son patrimoine historique. Cependant, malgré ces atouts, ce secteur fait face à divers obstacles qui entravent son développement comme une industrie stratégique à part entière. En investissant dans les infrastructures touristiques, en renforçant la sécurité et la stabilité et en promouvant un tourisme durable, notre pays peut positionner le tourisme comme un moteur de croissance économique et de création d'emplois. Le candidat du FFS promet de :

- Faire une cartographie nationale du potentiel touristique et encourager la création des identités de chaque région ;
- Introduire des réformes fiscales et réglementaires pour encourager l'investissement touristique ;
- Revoir le classement des hôtels et généraliser la politique de rénovation pour qu'ils respectent les normes internationales ;
- Encourager le tourisme local en plafonnant les prix et en améliorant la qualité des services ;
- Faciliter les procédures d'octroi de visa pour les étrangers désirant visiter l'Algérie.

SECTEUR DU TRANSPORT

MODERNISATION DU RÉSEAU DE TRANSPORT

Un réseau national de transport performant et multimodal est une condition sine qua non pour le fonctionnement efficace de toute société et économie modernes. Il facilite le commerce et les exportations en connectant les marchés nationaux et internationaux et en réduisant les coûts logistiques. De plus, il améliore la mobilité de la main-d'œuvre et des personnes, augmentant l'accès aux opportunités d'emploi et aux services essentiels, tout en stimulant l'urbanisation et le développement rural. Le transport est également un catalyseur clé pour le développement économique et régional. Il attire les investissements, crée des emplois et encourage le tourisme. En outre, il favorise l'intégration économique et permet aux entreprises de participer aux chaînes de valeur mondiales. Pour moderniser le secteur du transport et le mettre aux standards internationaux, le candidat du FFS préconise de :

- Faire du secteur du transport un secteur de souveraineté ;
- Créer une entreprise publique de transport urbain et suburbain dans chaque wilaya ;
- Lancer un réseau ferroviaire couvrant l'ensemble du territoire national destiné aux trains à grande vitesse ;
- Moderniser les lignes de trains existantes en électrifiant et en mettant à niveau les voies ferrées ;
- S'engager à faire l'extension du métro d'Alger vers les communes limitrophes ;
- Développer de nouvelles lignes de tramway pour desservir les grandes villes non encore couvertes ;
- Renforcer et entretenir les réseaux routiers nationaux ;
- Acquérir de nouveaux bateaux pour renforcer la part de marché du transport maritime ;
- Moderniser et créer de nouvelles infrastructures portuaires ;
- Renforcer la flotte aérienne de la compagnie nationale ;

- Uniformiser la réglementation liée aux taxis et aux chauffeurs privés.
- Rétablir la sécurité sur nos routes
- En 2022, l'Algérie a enregistré plus de 32 200 accidents de la route, causant 3 409 décès et 40 000 blessés. Face à ce carnage insupportable et aux drames qui endeuillent quotidiennement des centaines de familles algériennes, le candidat du FFS prendra des décisions aussi sévères qu'indispensables pour rétablir la sécurité routière :
- Revoir le fonctionnement des auto-écoles, ainsi que les conditions et contenus de formation des candidats à la conduite ;
- Instaurer le permis à points et des cours obligatoires pour récupérer les points perdus lors d'infractions au code de la route ;
- Relever l'âge minimum pour l'obtention du permis de conduire des poids lourds et des transports en commun ;
- Limiter les heures de travail et surveiller le cumul des heures de conduite pour les chauffeurs des poids lourds et des transports en commun ;
- Installer des mouchards électroniques sur les poids lourds et les transports en commun pour surveiller le comportement des chauffeurs ;
- Faire appliquer l'obligation du chauffeur doubleur pour les transports de marchandises et de voyageurs au-delà de six cents kilomètres.

ÉDUCATION ET RECHERCHE

ÉDUCATION NATIONALE

La question de l'enseignement en Algérie est capitale pour le développement social, économique et culturel du pays. Depuis l'indépendance, le système éducatif algérien a connu de nombreuses réformes pour répondre aux besoins croissants de la population et aux défis contemporains. Cependant, ce système reste souvent enfermé dans des pratiques idéologiques et des méthodes d'enseignement basées sur la mémorisation, ce qui freine la réflexion et le développement de l'esprit critique. Pour transformer l'école algérienne en un véritable lieu d'apprentissage et de formation de futurs citoyens, le candidat du FFS est convaincu qu'il faut :

- Augmenter la part du budget allouée à l'Éducation nationale de 50 % ;

- Mettre en place un Conseil national pour la préparation et l'évaluation des programmes scolaires ;
- Revoir radicalement les méthodes d'enseignement ;
- Alléger les programmes scolaires et dispenser les enseignements dans le primaire uniquement le matin pour réserver l'après-midi aux activités culturelles, parascolaires et sportives au sein des établissements scolaires ;
- Adapter les horaires d'enseignement en tenant compte des conditions climatiques, notamment dans le sud du pays ;
- Favoriser le travail en équipe pédagogique pour un meilleur accompagnement des élèves et une cohérence dans les pratiques éducatives ;
- Modifier les modes d'évaluation en diversifiant les critères et en valorisant les réussites et compétences acquises en dehors de l'école ;
- Prévenir le décrochage scolaire par un accompagnement social précoce ;
- Réhabiliter les lycées techniques et créer un bac professionnel ;
- Réhabiliter les conseils d'orientation ;
- Promouvoir les activités culturelles telles que le théâtre, la peinture et la musique ;
- Ouvrir l'école sur son environnement par des visites institutionnelles et des partenariats locaux ;
- Renforcer le rôle des associations de parents d'élèves dans le processus éducatifs ;
- Introduire une fiche de synthèse pour le passage à l'université ;
- Généraliser la cantine scolaire ;
- Former des enseignants spécialisés pour l'accompagnement des élèves en difficulté et les élèves à besoins spécifiques.

UNIVERSITÉ ET RECHERCHE

Depuis l'indépendance, l'Etat algérien a mis en place une politique sociale visant à garantir la gratuité de l'éducation à tous les niveaux, ce qui a conduit à la création d'un système éducatif accessible à tous. L'université algérienne a connu

une expansion notable, passant d'une seule université et deux annexes en 1962 à 111 établissements en 2022. Le nombre d'enseignants a également augmenté pour atteindre environ 60 000, dont 44 % sont professeurs. Chaque année, environ 400 000 étudiants obtiennent leur diplôme, ce qui crée un défi majeur en matière d'opportunités d'emploi. Aussi, malgré ces avancées, les universités algériennes sont rarement classées parmi les meilleures au niveau mondial. Pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et renforcer la recherche, des réformes structurelles et des investissements dans les infrastructures sont nécessaires. Le candidat du FFS propose les réformes suivantes pour transformer le secteur universitaire et de la recherche :

- Augmenter la part du budget allouée à l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique de 50 % ;
- Aligner la bourse accordée aux étudiants sur le revenu minimum universel (20 000 DA par mois) ;
- Transformer le statut de l'Office nationale des œuvres universitaires (ONOU) en EPIC afin de le moderniser et l'autonomiser ;
- Structurer les universités en pôles universitaires spécialisés ;
- Réintroduire les écoles d'ingénieurs sous l'égide des ministères concernés ;
- Ouvrir des filiales algériennes des grandes écoles internationales ;
- Impliquer davantage le monde économique dans la formation universitaire ;
- Réhabiliter les sciences sociales et renforcer leur contribution à la recherche ;
- Promouvoir le doctorat en entreprise ;
- Intégrer l'ensemble des diplômés en magister et en doctorat, sans exception, dans le secteur de l'enseignement supérieur.

CULTURE ET IDENTITÉ

Le candidat du FFS réitère son engagement indéfectible en faveur de la consolidation de la culture algérienne, puisant dans les trois piliers fondamentaux

de l'identité nationale : l'islam, l'arabe et le tamazight. Nous prôtons une culture populaire, accessible à toutes et à tous, et ouverte sur le monde. Par ailleurs, nous luttons contre toute forme d'unanimisme culturel et d'une manière générale contre les extrémismes, qu'ils soient identitaires ou religieux. Nous nous engageons à promouvoir la culture du vivre-ensemble et de la tolérance en tenant compte de notre richesse culturelle et linguistique qui fait la profondeur historique, plusieurs fois millénaire, de l'Algérie algérienne.

SOUTIEN À LA CULTURE

- Construire une ville cinématographique pour encourager la production nationale ;
- Introduire un module art et culture dans les programmes scolaires dès le primaire ;
- Renforcer le statut de l'artiste ainsi que la protection des droits d'auteurs et droits voisins ;
- Travailler en concertation avec le monde de la culture pour créer de nouvelles écoles spécialisées dans les nouveaux métiers du secteur.

RENFORCEMENT DES LANGUES NATIONALES

- Protéger et promouvoir les langues nationales et officielles, l'arabe et tamazight, qui incarnent la personnalité algérienne ;
- Adopter une loi organique pourtant sur la mise en œuvre de la reconnaissance officielle de tamazight ;
- Installer l'Académie de la langue amazighe en la renforçant par des académiciens et des experts qualifiés ;
- Généraliser l'enseignement de tamazight comme langue obligatoire dans le système éducatif national ;
- Mettre en œuvre un plan quinquennal pour la promotion de la culture amazighe, incluant des festivals, des subventions pour les artistes et la création de centres culturels amazighs ;
- Valoriser les œuvres littéraires, historiques et philosophiques en arabe et en tamazight à travers des événements culturels et des prix littéraires nationaux ;

- Soutenir la production scientifique en arabe et en tamazight en offrant des subventions aux chercheurs.
- Créer un centre national de traduction entre les langues nationales, avec des projets de traductions vers les langues étrangères.

PROMOTION DE LA TOLÉRANCE

- Créer le poste de mufti de la République, basé à Jamaa eljazer, pour encadrer le protégé le référent religieux algérien ;
- Organiser un congrès national annuel des imams et des prédicateurs algériens afin d'assurer leur formation continue à l'islam tolérant.

PATRIMOINE ET ARTISANAT

- Créer une agence nationale de protection et de recouvrement du patrimoine historique algérien, matériel et immatériel ;
- Créer un fonds de développement pour l'artisanat, financé par l'Etat et des partenaires privés, destiné à soutenir les projets innovants et durables ;
- Réaliser un inventaire national des savoir-faire et des techniques artisanales traditionnelles dans chaque wilaya pour préserver notre patrimoine ;
- Créer un label de qualité pour les produits artisanaux algériens afin de garantir leur authenticité et leur qualité.

JEUNESSE ET SPORTS

UN ESPOIR POUR LA JEUNESSE ALGÉRIENNE

Avec une population très jeune, dynamique et en pleine croissance, la jeunesse algérienne doit jouer un rôle moteur dans la construction de l'avenir de notre nation. Pour promouvoir sa place et en faire un levier du développement économique, le candidat du FFS compte faire des jeunes une priorité absolue lors de sa présidence. Et ce, en menant une série d'actions stratégiques :

- Lancer une plateforme citoyenne en ligne pour impliquer les jeunes dans les processus décisionnels et les politiques publiques ;

- Offrir des bourses et des financements pour des projets de recherche et d'innovation dirigés par des jeunes ;
- Mettre en place des incubateurs d'entreprises et des centres d'innovation pour les jeunes entrepreneurs dans les structures de jeunes ;
- Promouvoir des programmes de stages et d'apprentissages pour offrir aux jeunes une expérience pratique et des opportunités d'emploi ;
- Mettre en place des services de conseil en carrière et de gestion de la recherche d'emploi pour guider les jeunes dans leur parcours professionnel ;
- Soutenir des projets culturels et sportifs qui permettent aux jeunes de s'exprimer et de développer leurs talents dans divers domaines ;
- Encourager les jeunes à participer à des projets de volontariat qui contribuent au développement communautaire et à la solidarité sociale ;
- Assurer l'égalité d'accès aux opportunités économiques et éducatives, indépendamment de l'origine sociale ou géographique des jeunes ;
- Favoriser l'implication des jeunes dans des initiatives communautaires qui ont un impact positif sur leur environnement local.

LUTTER CONTRE LE FLÉAU DE LA DROGUE

- Allouer plus de moyens humains et financiers pour lutter contre les réseaux criminels de trafic de drogue ;
- Intégrer des programmes d'éducation sur les dangers de la drogue dès l'école primaire et mettre en place des programmes de mentorat pour les jeunes à risque en soutenant la création d'associations spécialisées ;
- Augmenter le nombre de centres publics de désintoxication et de réhabilitation avec un accompagnement médical et psychosocial ;
- Mettre en place des programmes de réinsertion sociale et professionnelle pour les anciens dépendants ;
- Créer des programmes de soutien psychologique et social pour les familles touchées ;
- Investir dans les infrastructures des quartiers les plus vulnérables. Développer des centres de loisirs et des espaces culturels pour les jeunes.

RÉFORME DU SPORT AMATEUR

Le sport amateur favorise non seulement la santé physique et mentale des jeunes, mais aussi leur intégration sociale, discipline et persévérance. En investissant dans le sport, nous offrons à nos jeunes des opportunités de s'épanouir et de se dépasser, tout en les éloignant des fléaux sociaux liés à l'addiction et à la violence. Le candidat du FFS s'engage à :

- Généraliser les salles publiques omnisport, notamment dans les zones rurales et isolées ;
- Généraliser les piscines publiques ;
- Créer des compétitions communales, wilayaes et nationales entre les établissements scolaires (primaire, collège, lycée) et universitaires dans l'ensemble des disciplines olympiques ;
- Encourager les sports cérébraux à l'école (jeux d'échecs, mots fléchés, jeux de société, etc.) et les débats rhétoriques, ainsi que les nouveaux sports (e-sport, compétition de robotique, etc.) ;
- Créer une carte sport gratuite pour les élèves et les étudiants de moins de 26 ans issus de milieux modestes ;
- Inciter financièrement les associations sportives à créer des disciplines en dehors du football et à les maintenir ;
- Fixer la pratique du sport à l'école à un minimum obligatoire de trois heures par semaine du primaire jusqu'au premier cycle à l'université ;
- Mener une étude approfondie sur l'état des lieux de la pratique de l'handisport et les moyens nécessaires à mettre en place pour le démocratiser.

DÉVELOPPEMENT DU SPORT DE HAUT NIVEAU

Investir dans le sport de haut niveau n'est pas seulement une question de fierté nationale, mais une stratégie globale de développement. En mettant en place des politiques adaptées, l'Algérie peut non seulement briller sur la scène internationale, mais aussi renforcer son économie, améliorer la santé et l'éducation de sa population, et favoriser l'innovation et l'inclusion sociale. Pour le candidat du FFS, l'amélioration du sport de haut niveau passe par l'adoption d'une approche

holistique qui englobe les infrastructures, la formation, le soutien financier, la santé, la promotion, l'organisation d'événements, les politiques éducatives et une bonne gouvernance. Dans cette optique, notre programme porte sur des actions concrètes :

- Créer des académies sportives et établir des centres de formation pour jeunes talents dans différentes disciplines ;
- Créer une structure nationale spécialisée dans la détection des talents, qui sera chargée d'organiser des compétitions et des camps pour identifier les jeunes talents prometteurs ;
- Créer un centre de formation et de certification pour les entraîneurs dans les différentes disciplines sportives ;
- Mettre en place une organisation dédiée à la gestion et à la promotion du sport de haut niveau en Algérie ;
- Mener des audits indépendants dans les fédérations sportives afin de faire un état des lieux qui permettra d'améliorer leur gestion et leur transparence ;
- Revoir le fonctionnement des ligues professionnelles afin de structurer la compétition et attirer plus d'investisseurs.

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

L'égalité entre les femmes et les hommes est un pilier essentiel pour tout progrès économique, social et environnemental. En Algérie, ces défis sont au cœur de notre vision pour l'avenir. Les femmes, souvent les premières impactées par les crises économiques, les pandémies ou les effets du changement climatique, jouent un rôle déterminant en tant qu'actrices de changement, de développement et de modernité. Dans ce sillage, le candidat du FFS s'engage à :

- Augmenter la proportion de femmes diplômées aux postes de responsabilité dans les secteurs public et privé ;
- Mettre en place des quotas et des politiques favorisant la parité dans les instances de décision et les postes de leadership ;
- Encourager les initiatives qui libèrent des énergies créatives et génératrices d'emplois pour les femmes ;

- Inciter les femmes à l'entrepreneuriat en mettant en place des programmes de soutiens financiers et techniques ;
- Encourager la création d'associations de femmes.

SANTÉ PUBLIQUE

RÉFORME DU SYSTÈME DE SANTÉ

Les dépenses publiques de santé ont augmenté considérablement d'année en année, mais cela n'a pas suffi à faire face efficacement aux difficultés dans ce secteur : coût élevé des soins, pénuries de médicaments, équipements obsolètes et conditions de travail difficiles pour le personnel. Le secteur privé, devenu lucratif, attire les patients et les professionnels de santé, souvent au détriment du secteur public. Les inégalités d'accès aux soins, les variations de qualité et les problèmes de formation continuent de marquer le système. Pour répondre aux besoins de ce secteur, le candidat du FFS s'engage à mener les réformes suivantes :

- Augmenter la part du budget allouée à la Santé publique de 50 % ;
- Réhabiliter le secteur de la santé publique comme un service public de base et de qualité ;
- Créer une agence nationale de contrôle des établissements de santé publics et privés pour garantir l'accès et la qualité des soins ;
- Optimiser l'allocation des ressources humaines, financières et matérielles ;
- Réduire les disparités géographiques en investissant dans les zones sous-desservies ;
- Développer des stratégies de prévention et de promotion de la santé publique ;
- Assurer une gestion efficace des médicaments et des fournitures ;
- Améliorer l'équité dans l'accès aux soins pour les populations vulnérables ;
- Évaluer régulièrement les performances dans le secteur de la santé et ajuster les stratégies en conséquence ;
- Favoriser une meilleure collaboration et coordination entre les différents acteurs du secteur de la santé.

MODERNISATION DU SYSTÈME DE SOINS

Pour améliorer le système de soins en Algérie, le candidat du FFS a réfléchi à une série de réformes visant à le moderniser et à l'optimiser. En plus de la planification stratégique, ces mesures incluent des actions concrètes pour renforcer la qualité des soins, réguler les coûts et promouvoir la prévention :

- Lutter contre l'automédication pour protéger la santé publique et réduire le gaspillage de médicaments ;
- Réhabiliter le rôle du médecin de famille pour une meilleure prise en charge et suivi des malades ;
- Réguler la durée des consultations pour garantir une prise en charge adéquate afin de limiter les erreurs de diagnostic ;
- Plafonner les frais de consultation chez les médecins privés pour améliorer l'accès aux soins ;
- Inclure les honoraires de consultation dans la carte Chifa pour une meilleure transparence des coûts ;
- Créer une plateforme hospitalière nationale de standard international et établir un fichier national des malades chroniques ;
- Développer une carte nationale du médicament pour assurer un meilleur suivi et contrôle ;
- Inciter à une nouvelle éducation alimentaire ;
- Instaurer des règles de dépistage et de diagnostic précoce pour une meilleure prévention des maladies ;
- Renforcer la coopération et les échanges internationaux dans le domaine de la santé ;

GARANTIE DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE

La sécurité sanitaire est une priorité essentielle pour garantir la santé publique et la qualité de vie des citoyens en Algérie.

Pour la renforcer, le candidat du FFS prévoit un ensemble d'actions stratégiques visant à améliorer la résilience du système de santé, à préparer et répondre aux crises sanitaires, à promouvoir la prévention et la sensibilisation, à renforcer

les capacités de recherche et de surveillance, à assurer une coordination et une coopération efficaces :

- Créer un secrétariat d'Etat de la Sécurité sanitaire ;
- Créer un Centre national de surveillance sanitaire ;
- Augmenter les ressources et les effectifs dans les services de santé ;
- Lancer de grands centres de formation spécialisés en épidémiologie, santé publique et gestion des urgences sanitaires ;
- Revoir les protocoles de réponse rapide aux urgences sanitaires ;
- Lancer régulièrement à dates fixes des campagnes de sensibilisation sur les comportements de santé préventifs et les mesures d'hygiène personnelle ;
- Établir des régulations plus strictes sur la qualité et la sécurité des produits pharmaceutiques et des équipements médicaux ;
- Soutenir les initiatives locales et les startups innovantes en santé ;
- Créer et renouveler régulièrement des stocks stratégiques en matière de médicaments et de matériel de santé.

PROTECTION DE L'ENFANCE

La protection de l'enfance est un enjeu prioritaire en Algérie, où de nombreux enfants sont confrontés à des problématiques telles que la maltraitance, la négligence, l'exploitation et l'abandon. Chaque année, environ 3 000 nourrissons naissent hors mariage et sont abandonnés. Bien que des lois et politiques existent pour assurer la sécurité des enfants, leur mise en œuvre et leur application sont sujettes à caution. Le candidat du FFS prendra les mesures suivantes pour améliorer la protection de l'enfance :

- Créer des centres d'accueil spécialisés pour les nourrissons abandonnés ;
- Établir des programmes de soutien et de réhabilitation pour les enfants victimes de maltraitance ;
- Développer de grandes campagnes de sensibilisation sur les droits de l'enfant et les moyens de signaler les abus ;
- Créer des mécanismes de signalement anonymes pour les cas de maltraitance et d'exploitation ;

- Mettre en place des formations régulières pour les professionnels de la santé, de l'éducation et du social sur les questions de protection de l'enfance ;
- Assurer un suivi et un accompagnement psychologique des enfants ayant subi des abus ou de la négligence ;
- Renforcer les inspections et le contrôle des établissements d'accueil pour garantir le respect des normes de protection ;
- Promouvoir des politiques de soutien familial pour prévenir l'abandon et l'exploitation des enfants ;
- Collaborer avec des organisations non gouvernementales pour renforcer les services de protection de l'enfance et les soutenir financièrement, notamment en ce qui concerne les phénomènes d'addictions (drogues, écrans, etc.).

ÉCOLOGIE ET ENVIRONNEMENT

L'Algérie, comme de nombreux pays à travers le monde et particulièrement dans le bassin méditerranéen, est confrontée à d'énormes défis environnementaux qui mettent en péril sa biodiversité, ses ressources naturelles et la santé de sa population. Face à une situation alarmante, des mesures urgentes sont nécessaires pour protéger l'environnement, lutter contre la pollution et adapter nos pratiques aux réalités climatiques :

- Créer une police de l'environnement dotée de moyens et de larges prérogatives ;
- Renforcer les lois environnementales pour mieux protéger les ressources naturelles et réduire la pollution ;
- Promouvoir l'agriculture durable avec des pratiques comme l'agroforesterie et l'utilisation efficace de l'eau ;
- Améliorer les infrastructures de gestion des déchets et de traitement de l'eau ;
- Lancer de grandes campagnes publiques de sensibilisation et d'éducation pour encourager des comportements respectueux de l'environnement ;
- Investir dans les énergies renouvelables telles que le solaire et l'éolien pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles ;

- Adopter des lois favorisant la réduction des déchets, le recyclage et la réutilisation des matériaux ;
- Imposer aux producteurs de plastiques de passer à des emballages biodégradables et augmenter les taxes sur la production de sacs plastiques ;
- Imposer des mesures pour les producteurs de boissons alcoolisées afin de réduire les déchets notamment en verre ;
- Subventionner les entreprises adoptant des pratiques circulaires avec des crédits d'impôt ;
- Établir des normes et certifications pour les produits durables afin d'encourager les pratiques écologiques ;
- Intégrer l'économie circulaire dans les programmes éducatifs pour sensibiliser les jeunes générations ;
- Inclure des exigences de durabilité dans les cahiers des charges des nouveaux projets urbains et assurer l'efficacité énergétique des projets de construction, y compris les établissements publics ;
- Promouvoir l'éclairage LED et photovoltaïque en offrant des options de paiement différé aux utilisateurs ;
- Lancer un crédit à la consommation sans intérêts pour les particuliers afin de financer la rénovation énergétique et l'installation de panneaux solaires.

GESTION DE LA SÉCURITÉ HYDRIQUE

La sécurité hydrique est un enjeu très stratégique pour notre nation, compte tenu du climat semi-aride de l'Algérie et de la forte dépendance de nombreux secteurs vis-à-vis des ressources en eau. Une gestion efficace et durable des ressources en eau est essentielle pour le développement économique, la stabilité sociale, la protection des écosystèmes et la préparation aux défis futurs liés au climat. Pour relever ces défis majeurs, le candidat du FFS s'engage à :

- Mettre en place des plans de gestion intégrés ;
- Moderniser les infrastructures hydriques et les réseaux urbains ;
- Lancer une large opération nationale pour détecter et réparer les fuites d'eau ;
- Lancer régulièrement des opérations de désenvasement des barrages ;

- Optimiser le traitement et la réutilisation des eaux usées ;
- Construire plus de barrages et des stations de dessalement d'eau de mer ;
- Encourager les techniques d'irrigation innovantes et économes en eau ;
- Développer des plans d'urgence pour la sécheresse ;
- Conserver les zones humides, rivières et lacs, ainsi que les nappes phréatiques.

GESTION DES RISQUES MAJEURS

L'Algérie, en raison de sa position géographique dans une zone sismique active et des impacts des changements climatiques, est particulièrement vulnérable aux risques majeurs tels que les inondations, les sécheresses et les feux de forêt.

Pour faire face à ces dangers, il est nécessaire de mettre en place des stratégies de prévention, d'améliorer les infrastructures et d'éduquer la population.

À cet égard, le candidat du FFS s'engage à :

- Créer de nouvelles utilités pour la Protection civile dans les régions à risque comme les grandes zones forestières ;
- Mettre en place des systèmes de surveillance et d'alerte précoce ;
- Créer des Pare-feux et des zones tampons contre les feux de forêt ;
- Former les citoyens, notamment dans les zones à risque d'incendie, de séisme ou d'éboulement, aux techniques de secourisme ;
- Utiliser des drones pour surveiller les forêts pendant les périodes à risque ;
- Introduire des cours sur les risques majeurs dans les manuels scolaires ;
- Imposer et appliquer des normes de construction antisismiques pour tous les bâtiments, en particulier les infrastructures critiques comme les hôpitaux, les écoles et les logements ;
- Élaborer des plans de gestion des risques industriels et surveiller les installations industrielles pour prévenir les accidents ;
- Améliorer les systèmes de drainage urbain, construire des digues et des barrages pour contrôler les crues et restaurer les zones humides naturelles pour absorber l'excès d'eau ;

- Intégrer l'adaptation au changement climatique dans les politiques nationales.

SÉCURITÉ NATIONALE

RENFORCEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

Pour assurer une défense nationale efficace, l'Algérie doit moderniser davantage ses forces armées et élaborer une stratégie de défense la mieux adaptée aux enjeux militaires et économiques du moment. Dès son accession au pouvoir, le candidat du FFS compte ainsi :

- Encourager le développement d'une industrie nationale de défense plurisectorielle ;
- Adopter une doctrine de défense persuasive adaptée aux nouvelles réalités géostratégiques ;
- Développer des unités de réponse rapide pour les crises immédiates et imprévues ;
- Améliorer la coordination entre les différents corps de sécurité ;
- Mettre en place des programmes de prévention de la radicalisation en collaboration avec des institutions de recherche et la société civile ;
- Créer une unité spéciale contre le narcotrafic et la contrebande ;
- Produire nos propres technologies modernes, y compris les drones, les radars et les satellites, pour surveiller et protéger les frontières.

GÉOPOLITIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES

Pour renforcer la position internationale de l'Algérie, il est nécessaire d'adopter une diplomatie active, de promouvoir une politique de bon voisinage et de développer des relations économiques et sécuritaires internationales. Ce qui passe par :

- S'engager pour la construction d'un grand Maghreb démocratique des peuples conformément à la déclaration du 1^{er} Novembre 1954 ;

- Développer des relations solides et prioritaires avec les pays africains afin de consolider la zone d'influence de l'Algérie ;
- Reprendre l'initiative d'une politique diplomatique offensive au sein de l'Union africaine, les Nations unies et la Ligue arabe ;
- Jouer davantage un rôle de médiateur dans les conflits régionaux et soutenir les initiatives de paix ;
- Collaborer activement avec la communauté internationale dans les efforts de lutte contre le terrorisme et les fléaux transnationaux ;
- Participer aux efforts humanitaires internationaux pour répondre aux crises et renforcer l'image de l'Algérie comme nation solidaire.

SOUVERAINÉTÉ NUMÉRIQUE

Les données numériques, ou data, sont devenues une ressource essentielle pour les entreprises et les organisations, permettant d'améliorer la compréhension des clients, d'optimiser les processus, et de favoriser l'innovation.

En Algérie, toutefois, les données sont souvent incomplètes ou peu fiables et les infrastructures nécessaires pour leur gestion sont insuffisantes. Il est donc urgent et indispensable de renforcer la souveraineté numérique pour soutenir la croissance économique et améliorer les services publics dans l'ère du digital et de l'intelligence artificielle.

Dans cette perspective, le candidat du FFS promet de :

- Investir dans les infrastructures de télécommunications, et notamment développer les réseaux de fibre optique et améliorer la couverture Internet haut débit à travers le pays ;
- Construire des centres de données modernes pour assurer localement une gestion sécurisée et efficace des informations ;
- Établir des lois et réglementations claires afin de définir les normes pour la protection des données, la cybersécurité et la confidentialité ;
- Introduire des programmes éducatifs spécialisés en science des données, intelligence artificielle (IA), cybersécurité et technologies de l'information dans les universités et écoles techniques ;

- Développer des programmes de formation en compétences numériques pour les jeunes et les professionnels afin d'améliorer l'adoption des technologies ;
- Renforcer la cybersécurité nationale en développant des stratégies robustes pour protéger les données et les systèmes contre les cybermenaces ;
- Mener des campagnes de sensibilisation et promouvoir la sécurité des données et les bonnes pratiques numériques ;
- Intégrer les nouveaux métiers liés à la data dans la fonction publique pour répondre aux besoins croissants du secteur numérique.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

REDÉFINITION DE LA STRATÉGIE DES RELATIONS INTERNATIONALES

L'Algérie doit repenser sa stratégie globale en matière de relations internationales pour préserver ses intérêts nationaux et renforcer sa position géostratégique en Afrique, en Méditerranée et dans le monde. Cela permettra à notre pays d'élargir son influence politique, économique et culturelle, de construire des partenariats stratégiques, et de faire face aux défis mondiaux tels que le changement climatique et le terrorisme.

Voici les grands axes de la politique étrangère du pays sous la présidence du FFS :

RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION STRATÉGIQUE

- Réévaluer nos relations avec les partenaires traditionnels sur des bases de préservation de l'intérêt national, de la réciprocité et du respect mutuel ;
- Renforcer les liens avec de nouveaux partenaires clés notamment en Afrique et la région MENA ;
- Promouvoir une diplomatie offensive et proactive pour positionner l'Algérie comme un partenaire incontournable ;
- S'impliquer davantage dans le dialogue et la médiation pour résoudre les conflits internationaux en respectant la souveraineté des nations.

SOUTIEN AUX CAUSES JUSTES

- Poursuivre l'appui à la cause palestinienne et œuvrer pour la création d'un

Etat palestinien indépendant reconnu par la communauté internationale dans les frontières de 1967 ;

- Défendre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et soutenir les efforts de l'ONU pour une solution pacifique et durable à travers la tenue d'un référendum.

COOPÉRATION RÉGIONALE

- Renforcer la coopération économique interafricaine pour améliorer l'intégration économique de notre continent ;
- Encourager les investissements dans les infrastructures, technologies et innovations régionales ;
- Soutenir le développement de la Zone de libre-échange continentale africaine pour stimuler le commerce intra-africain ;
- Participer activement aux initiatives multilatérales au sein de l'Union africaine, la Ligue arabe et d'autres organisations régionales.

RENÉGOCIATION DES ACCORDS AVEC L'UNION EUROPÉENNE

- Renégocier les accords avec l'UE pour obtenir des termes plus équitables et bénéfiques pour les deux parties ;
- Protéger les intérêts économiques de l'Algérie notamment en soutenant les industries locales et les exportations ;
- Engager un dialogue constructif pour renforcer les relations économiques, tout en assurant un développement durable de notre pays.

POUR L'INTÉGRATION MAGHRÉBINE

L'intégration socio-économique maghrébine représente une opportunité majeure pour l'Algérie et les autres pays du Maghreb. Elle est à même de renforcer leur développement économique, d'améliorer la qualité de vie de leurs citoyens et de s'assurer une place plus compétitive dans l'économie mondiale et mondialisée.

Dans cette optique, le candidat du FFS a programmé une série d'actions coordonnées visant à harmoniser les politiques économiques, développer les infrastructures de base et promouvoir la coopération régionale :

- Créer un cadre réglementaire commun en harmonisant les législations et les règlements commerciaux pour faciliter le commerce transfrontalier ;
- Standardiser les normes et adopter des standards communs pour les produits afin de faciliter leur circulation.
- Investir dans des infrastructures communes de transport (routes, chemins de fer, ports et aéroports) pour améliorer la connectivité entre les pays ;
- Développer des réseaux énergétiques et de télécommunications intégrés pour réduire les coûts et améliorer l'efficacité.

FACILITATION DE L'INVESTISSEMENT

- Établir des zones de libre-échange pour réduire les barrières tarifaires et non tarifaires ;
- Créer un environnement attractif pour les investissements étrangers directs (IDE) en harmonisant les politiques fiscales et en offrant des incitations communes.

COOPÉRATION FINANCIÈRE

- Mettre en place une union douanière pour faciliter les échanges intrarégionaux ;
- Créer des institutions financières régionales pour soutenir les projets d'infrastructure et de développement économique ;
- Mettre en place des organisations sectorielles pour coordonner les efforts dans des domaines spécifiques (agriculture, industrie, technologie, etc.).

COOPÉRATION SÉCURITAIRE

- Coopérer pour renforcer la sécurité régionale en luttant contre le terrorisme et le crime organisé ;
- Promouvoir la stabilité politique à travers le dialogue et la coopération entre les gouvernements.

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

- Encourager les partenariats public-privé intermaghrébins pour des projets d'infrastructure et de développement ;

- Développer des clusters industriels régionaux pour renforcer les chaînes de valeur intégrées.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- Coopérer dans la gestion durable des ressources naturelles, notamment l'eau et l'énergie ;
- Lancer des initiatives communes pour la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique.

ÉDUCATION ET RECHERCHE

- Développer des réseaux universitaires et de recherche pour favoriser l'échange de connaissances et d'innovations ;
- Mettre en place des programmes d'échange pour les étudiants et les chercheurs.

PLANIFICATION ET PROSPECTIVE

Pour anticiper les défis sécuritaires futurs et planifier le développement national dans la paix, l'Algérie doit adopter une approche stratégique globale et intégrée, qui est portée sur la planification et la veille stratégiques ainsi que sur la prospective. Nous comptons dans ce but :

- Créer un super ministère de la Planification et de la Prospective ;
- Formuler une vision à long terme pour le développement du pays à l'horizon 2050 ;
- Proposer des plans de développement sectoriels alignés avec la future vision nationale ;
- Créer un Observatoire national de la veille stratégique pour analyser les tendances nationales et internationales.



